
ICANN79 | Forum de la communauté – ccNSO : séance sur l’actualité des ccTLD

Mercredi 6 mars 2024 – 10h30 à 12h00 SJU

CLAUDIA RUIZ :

Très bien. Cette séance a l’interprétation. Assurez-vous de bien parler dans le micro. Nous allons lancer l’enregistrement. L’enregistrement a débuté.

Bonjour et bienvenue à cette séance ccTLD news, les nouvelles de la ccNSO. Je m’appelle Claudia Ruiz, et avec [ma] collègue Bart Boswinkel, nous allons être responsables de la participation à distance pour cette session. Elle est enregistrée et régie par les normes de comportement de l’ICANN. Au cours de cette session, les questions et commentaires soumis dans le chat ne seront lus à haute voix que s’ils sont formulés correctement comme je l’ai indiqué dans le chat. Si vous voulez prendre la parole, veuillez lever la main dans Zoom et, une fois que l’on aura appelé votre nom, ouvrez votre micro et prenez la parole. Dans la salle, vous utiliserez les micros qui sont dans la salle à cet effet et restez déconnectés sur Zoom. L’interprétation inclura l’anglais, l’espagnol, le français et l’arabe. Veuillez indiquer votre nom avant de prendre la parole ainsi que la langue dans laquelle vous vous exprimez si vous parlez une langue autre que l’anglais. Pour tous les participants, veuillez bien indiquer votre nom et parler à un rythme raisonnable. La participation à l’interprétation, aux services d’interprétation, peut être obtenue en prenant du matériel pour interprétation au fond de la salle.

Remarque : Le présent document est le résultat de la transcription d'un fichier audio à un fichier de texte. Dans son ensemble, la transcription est fidèle au fichier audio. Toutefois, dans certains cas il est possible qu'elle soit incomplète ou qu'il y ait des inexactitudes dues à la qualité du fichier audio, parfois inaudible ; il faut noter également que des corrections grammaticales y ont été incorporées pour améliorer la qualité du texte ainsi que pour faciliter sa compréhension. Cette transcription doit être considérée comme un supplément du fichier mais pas comme registre faisant autorité.

Sinon, si vous êtes sur Zoom, cliquez sur le bouton dans la barre d'outils Zoom.

Je passe maintenant la parole à Jenifer Lopez.

JENIFER LOPEZ :

Merci Claudia. Bonjour à toutes et à tous. Je m'appelle Jenifer Lopez, et je fais partie de l'administration PA et je vais être responsable de cette séance sur les ccTLD, et j'aimerais vous souhaiter la bienvenue.

Avant de commencer, j'aimerais inviter les personnes dans la salle à se joindre à Zoom. Que nous soyons tous sur Zoom, ça va nous permettre de s'assurer que tout le monde a la même expérience puisque nous sommes dans une réunion hybride. Merci beaucoup.

L'objectif de cette séance, c'est de présenter des informations et des nouvelles pour les ccTLD. Les meilleures pratiques seront indiquées et nous aurons des exemples de récits couronnés de succès. Durant cette séance, nous aurons des représentants de différents ccTLD qui vont nous parler de leur expérience, de projets, d'initiatives et d'informations d'ordre général sur les initiatives ccTLD. Nous aurons donc Byron Holland de .ca, Boyoung Kim de .kr, Andrew Lewela de .ke, Suzete Pereira de .cv et Russel Dekahara de .pg.

Nous allons commencer aujourd'hui avec Byron Holland. Il est président et PDG de l'autorité d'enregistrement CIRA au Canada, donc l'autorité d'inscription sur l'Internet au Canada – CIRA.

BYRON HOLLAND :

Oui, c'est mon travail. Je gère .ca dans la journée, mais je suis ici pour vous parler un petit peu d'autre chose, ce que nous effectuons dans le monde entier pour travailler à la gouvernance de l'Internet au niveau mondial.

Et je crois que pour commencer il est très important de dire une chose. C'est que la gouvernance de l'Internet, que nous avons eue ces 30 dernières années, n'est pas nécessairement la gouvernance de l'Internet que nous aurons dans les années à venir. Et lorsque nous, c'est la communauté. Que pouvons-nous faire en tant que communauté ? Parce que les gouvernements régulent. C'est ce qu'ils font. C'est leur travail au quotidien d'avoir des textes de loi. Et de plus en plus, nous voyons des textes de loi, des réglementations qui dépassent le cadre national. Et vous connaissez bien le RGPD, qui est en Europe. C'est une créature européenne, mais ça a des tentacules qui vont au-delà de l'Europe et dans toute la planète [inaudible] n'ayons rien à dire. Nous ne pouvons rien dire par rapport au RGPD, mais cela nous atteint également. Donc c'est au niveau mondial de plus en plus que cela se joue. Nous avons les lois, par exemple, de respect de la vie privée et de la confidentialité.

Donc nous savons que ça fait partie de notre vie, ces réglementations, même si nous avons un Internet libre et ouvert. Ce n'est pas s'il y a des réglementations, c'est à quel point aurons-nous des réglementations et par qui. De qui proviendront ces réglementations.

J'aimerais donc avoir une conversation avec vous au sujet de ce modèle multipartite. Qu'est-ce qu'il y a en jeu ? J'aimerais vous donner des exemples. Que fait CIRA et comment, en tant que communauté,

pouvons-nous travailler ensemble en tant que ccTLD ? Comment est-ce que l'on peut amplifier tout cela en tant que participants ?

Je crois que vous l'avez entendu. Vous le savez, cette semaine, la gouvernance de l'Internet est à un point d'inflexion, à un tournant. Et la communauté ccTLD doit se joindre aux débats. Si on risque d'avoir un modèle multipartite affaibli et une gouvernance de l'Internet beaucoup plus multilatérale plutôt que multipartite, et pour fournir un aperçu de tout cela, du « comment » et du « où » nous pouvons nous engager, eh bien, j'aimerais partager avec vous trois points.

Premièrement, qu'est-ce qui est en jeu ? où en sommes-nous avec les Nations Unies, avec le dialogue international pour l'avenir de l'Internet ? Donc, par exemple, pour le GDC, le compact ? Qu'en est-il des 20 ans après donc le consortium mondial du Web ? Il y a donc des exemples pour renforcer le modèle multipartite et la gouvernance, et la participation à la coordination au niveau international et national de la communauté technique. Et comment, en tant que ccTLD, pouvons-nous partager des informations, maximiser les ressources et en fin de compte atténuer le contrôle multilatéral des ressources de l'Internet ? Qu'est-ce qui est en jeu tout d'abord ?

Passons à la diapo suivante. Qu'est-ce qui est en jeu ? Je sais que vous avez entendu parler de certains points, d'autres moins. Où sommes-nous ? où en sommes-nous maintenant ?

En septembre 2024, un peu plus tard cette année, les Nations Unies et ses États membres vont se retrouver à New York pour soutenir un accord intergouvernemental appelé le Pacte pour l'avenir. Le Pacte

pour l'avenir, ça va être très large. Mais ça va également contenir des spécificités et des termes pour la gouvernance de l'Internet. Parce que le GDC, le compact international, donc, va être annexé à cela. Et dans [les termes] des Nations Unies, ça va être pour avoir un forum, une plate-forme ouverte, gratuite. Mais où est-ce que c'est dit, cela ? Ça semble très bien au départ. C'est dans un environnement onusien, donc avec des traités qui sont signés.

Et en 2025, un petit peu plus tard, mais c'est relativement bientôt, les États membres se retrouveront pour prendre d'autres décisions pour voir si le mandat de l'IGF doit être renouvelé. Le mandat du Forum pour la gouvernance de l'Internet sera remis en question. Et nous savons que le GDC sera complexe. Nous aurons WSIS +20, après 20 ans d'existence. Et tout se passe en ce moment. Les États membres ont pris part aux consultations informelles aux Nations Unies à New York pour parler du GDC et à quoi ça va ressembler 20 ans plus tard. Et les parties prenantes ont été invitées à participer. Mais ce n'est pas très clair quelle sera leur contribution au document.

Pourquoi est-ce que vous devez vous préoccuper de cela, en tant qu'opérateurs ccTLD ? En 2003-2004, le premier WSIS a formalisé le modèle que nous connaissons aujourd'hui. Et la gouvernance de l'Internet donc a été lancée il y a de cela 20 ans. Et pour la plupart des personnes dans cette salle, c'est tout ce que nous connaissons. C'est tout ce que nous connaissons au niveau de la gouvernance de l'Internet. Ça ne veut pas dire que ce sera toujours comme cela. Donc en 2025, 20 ans plus tard, notre modèle pourrait être affaibli si les

Nations Unies décident de prendre un rôle plus important dans l'infrastructure et la structure de l'Internet.

Et il y a un soutien pour ce changement de direction. Il y a eu des consultations avec les États membres qui disent que les États membres doivent jouer un rôle plus important dans la gouvernance de l'Internet.

Et [inaudible] dernière d'ailleurs, le Secrétaire général des Nations Unies a proposé la création d'une coopération, d'un forum de coopération numérique. Désolé de vous donner tant d'acronymes, ce matin. Donc des CF qui mettraient au centre les gouvernements. Les gouvernements seront au centre de la gouvernance de l'Internet. Et cela répliquerait un petit peu l'IGF, le Forum de gouvernance de l'Internet. Et ce document va être intégré au document GDC. Et ça, c'est un changement véritablement significatif.

Donc si ces propositions multilatérales sont dans les documents et processus des Nations Unies, eh bien, la communauté technique va avoir un rôle réduit dans la gouvernance de l'Internet et dans le processus de codécision. Donc les gens qui travaillent au quotidien à la gestion de l'Internet, qui ont beaucoup d'expérience déjà, eh bien, auront moins de poids dans le débat sur l'Internet au niveau mondial et sur sa gouvernance.

Donc CIRA, que fait CIRA, l'autorité donc Internet du Canada ? Eh bien, ces derniers six mois, nous nous sommes engagés dans des dialogues pour avoir un modèle multipartite renforcé et pour avoir notre propre gouvernement du Canada et la communauté technique. Et nous participons à ces processus onusiens. Donc nous reconnaissons que le

GDC et le WSIS+20, ce sont des processus de plus en plus de multilatéraux. On utilise beaucoup d'énergie pour travailler avec le gouvernement du Canada à nous engager. Et CIRA est une organisation à but non lucratif. Elle n'est pas une entité gouvernementale. Elle n'est pas une agence gouvernementale. Nous avons néanmoins une relation très étroite avec la communauté économique du Canada, notamment. Et nous pensons que ces processus onusiens, 20 ans plus tard, eh bien, sont véritablement à l'horizon, et l'environnement a beaucoup changé. Donc, CIRA a bâti des relations avec le Ministère des affaires étrangères du Canada, parce que ce sont les personnes qui seront à New York, aux Nations Unies, ou à Genève. Et ce seront les personnes qui négocieront les textes du GDC. Donc on essaie de soutenir le gouvernement canadien autant que faire se peut et à le mettre en lien avec d'autres membres de la communauté au Canada et à l'étranger. Et nous connectons également la communauté technique, au niveau international, pour la gouvernance de l'Internet. Donc [inaudible] un petit questionnaire à la question technique, à la communauté technique du Canada, pour voir quelle peut être leur participation, pour leur permette de réfléchir à la création de ces documents onusiens. Et nous sommes également en lien avec d'autres ccTLD sur ces problématiques.

Il y a des ccTLD qui sont très engagés là-dedans. Nous participons à la commission de liaison pour la gouvernance de l'Internet de la cc et [des] ccNSO. Et nous serons très heureux de vous en dire plus à ce sujet.

Nous participons aussi au processus onusien quand nous le pouvons. Nous essayons de participer au dialogue. Donc nous avons participé

aux premières séries de réunions. Et nous souhaitons continuer notre implication pour contribuer donc à la gouvernance internationale de l'Internet.

Donc nous savons que ces processus ne sont pas particulièrement fluides et les délais sont courts. Parfois, les questions se chevauchent. Et il faut savoir que différentes parties de ce système des Nations Unies travaillent aux mêmes thématiques, ce qui ajoute encore à la confusion. Donc il est important que nous partagions nos points de vue publiquement sur cette thématique. Et donc nous devons participer chaque fois que nous le pouvons.

Alors comment est-ce que les ccTLD peuvent collaborer, tirer parti de cette communauté. En tant que ccTLD, je pense que nous devons travailler ensemble pour maximiser nos ressources, car nous le savons, nous avons des limites dans nos ressources. Nous avons des contraintes. Alors, comment maximiser notre impact dans ces dialogues critiques, dans les réunions de l'ICANN, entre les réunions.

Donc, en tant qu'agents de liaison, nous pouvons essayer de rationaliser ces processus. Au sein de CIRA, en tout cas, nous essayons de le faire. Comment partager notre expertise ? Alors, je pense que si nous travaillons ensemble, nous pouvons sensibiliser et faire en sorte que la participation soit plus élargie. Et lorsqu'il y a un alignement sur cette thématique, eh bien, les ccTLD peuvent émettre des déclarations communes. Nous savons que chaque fois que nous unissons nos voix, eh bien, nous nous faisons mieux entendre. Je pense qu'il y a des possibilités pour les cc de faire les choses ensemble. Quand il n'y a pas de possibilité en raison des délais, eh bien, nous pouvons donc nous

soutenir et soutenir les contributions individuelles. Et nous ne devons pas être intimidés. Donc dans cette poursuite de ce modèle multipartite, il y a cette opportunité de travailler ensemble au sein d'une coalition de façon informelle. Et donc je pense qu'il faut nous mettre en phase, partager les points de vue. Et chaque fois que nous le pouvons, nous devons donc créer des réponses communes.

Nous accueillons volontiers la discussion avec des interlocuteurs et nous souhaitons donc que vos voix s'ajoutent à ce qui est déjà fait. Et donc voilà, j'espère que cela a été un catalyseur vers une discussion plus élargie. Merci.

JENIFER LOPEZ :

Merci Byron. Merci de nous avoir parlé donc de ce modèle notamment multipartite, comment nous essayons de le renforcer. Je vais maintenant permettre les questions qui peuvent être posées à Byron. Et à titre de rappel, il y a des interprètes qui interprètent cette séance. Donc s'il vous plaît, parlez à un débit raisonnable.

La rubrique questions-réponses peut débiter. Nous voyons une main levée. Alejandra, vous avez la parole.

ALEJANDRA REYNOSO :

Alejandra au micro, du conseil ccNSO. Byron, je pense que cette présentation est très intéressante. Il est bon de continuer la conversation, car il ne faut pas donc perdre le fil au fil des réunions. Je me demande quelle question est-ce que vous pouvez -- quels conseils pouvez-vous donner aux ccTLD qui ne disposent pas beaucoup de

ressources, pas autant que CIRA par exemple. Comment peuvent-elles s'impliquer ? Comment peuvent-ils s'impliquer et participer ?

BYRON HOLLAND :

Je crois que c'est une question très importante pour beaucoup dans cette communauté. Tout d'abord, il faut poursuivre la conversation au fil des prochaines réunions de l'ICANN. Il faut continuer ce dialogue. En tout cas ça, c'est une façon de participer – et à tout le moins, se maintenir à jour sur les dernières actualités. Il y a un comité des agents de liaison de la gouvernance Internet. Donc c'est aussi une possibilité de participer lors de ces réunions.

Et donc pour CIRA, nous accueillons les participants de la communauté des ccTLD, ceux qui souhaitent contribuer, aider. Et donc vous parlez de la contrainte en matière de ressources. Je pense que tous les acteurs de cet espace sont désireux de partager. Les chiffres, c'est important dans cet espace. Et il faut que nos points de vue soient alignés. Je pense que même ceux qui ne participent pas régulièrement, eh bien, peuvent venir se joindre à nous.

JENIFER LOPEZ :

Nous avons d'abord Jordan qui souhaite prendre la parole.

JORDAN CARTER :

Merci pour cette bonne présentation, Byron. C'était très intéressant. Je voulais encore rebondir sur la question posée. Il est possible de contacter les gouvernements nationaux pour en savoir plus sur ce qui est fait. Vous avez peut-être l'occasion de voir que votre gouvernement

s'implique, participe. Et des sujets, donc, peuvent être abordés auprès des gouvernements.

Et je voulais dire aussi que jeudi il y aura des annonces qui seront faites sur la façon de rester en contact avec toutes les personnes qui sont au fait de ces thématiques. Il y aura un travail qui sera fait pour renforcer ce modèle. Il y aura donc un événement qui sera organisé à la fin du mois d'avril. Donc si vous voulez nous en parler, ça serait bien. Et donc je serai aussi à votre disposition pour vous donner davantage de renseignements à ce sujet. Merci.

JENIFER LOPEZ :

Nick s'il vous plaît.

NICK WENBAN-SMITH :

La parole est à Nick, du Royaume-Uni. Je soutiens cette initiative. Ma question est un point de vue de la provocation. Donc j'ai deux questions.

Premièrement, je sais qu'il y a des objectifs. Je sais qu'il y aura cette séance à laquelle faisait référence Jordan. Bon, comment nous détendre est ma première question sur cela. Et la deuxième question : quel est le pire, la chose la plus désastreuse qui puisse se produire et comment y remédier ?

BYRON HOLLAND :

Merci Nick. Je ne peux pas faire des commentaires sur les objectifs du PDG, mais, selon moi, l'ICANN a un peu peur de prendre les devants,

d'être perçue comme un leader dans cet espace. Donc, comment être un partenaire dans ce dialogue, mais pas un leader, il semblerait que ce soit la position. Il y a ces ressources que personne d'entre nous n'avons, ni à New York ni à Genève. Donc si nous pouvons tirer parti de ces ressources et donc demander ces ressources, demander ces informations synthétisées, eh bien, cela nous serait utile. Et, bien sûr qu'au sein de la communauté des cc, nous devons agir sans attendre que l'ICANN nous donne le feu vert. Mais nous -- 18 mois, c'est en fait très court. Les processus se déroulent maintenant. Il nous faut nous impliquer, faute de quoi, il y aura beaucoup de choses qui se dérouleront autour de nous.

L'Internet que nous avons depuis 30 ans n'est pas une garantie. L'Internet que nous aurons au cours des 30 prochaines années, des 10 prochaines années sera différent du point de vue de la gouvernance. Je ne parle pas seulement de la technologie. Elle change tout le temps. Mais la façon dont nous serons gouvernés, cela va changer. Et il y a des raisons à cela. Mais il faut que nous ayons un rôle significatif. Il faut pouvoir faire en sorte que nous puissions communiquer avec les Nations Unies, par exemple. Il y a cette interaction essentielle. Nous en sommes à la troisième couche au niveau technologique. Donc il faut cette distinction tout à fait critique. La gouvernance de l'Internet, ce que nous faisons, c'est très différent de la gouvernance Internet sur Internet. Donc il nous faut une voie commune, car sinon nous nous trouverons pris au piège et nous essaierons de résoudre les différentes couches de toute la pile qui se trouve sur Internet. Donc il faut que nous puissions nous attaquer aux problèmes réels et légitimes de la gouvernance de l'Internet.

JENIFER LOPEZ : Merci Byron. Nous sommes légèrement en retard. Il y a encore une question.

JOKE BRAEKEN : Question donc : comment est-ce que CIRA peut communiquer avec les ministères des affaires étrangères donc au terme du GDC. donc il y a ces échanges. Que devons-nous envisager ? Quand les ccTLD transmettent une opinion en commun, est-ce qu'il faut donc consulter les ministères des affaires étrangères respectifs.

BYRON HOLLAND : Développer des relations avec les ministères du ministère des affaires étrangères respectifs, eh bien, cela prend du temps – du temps et des efforts. Il n'y a pas de fil conducteur, de panacée, mais si vous pouvez fournir des informations substantielles et utiles aux personnes chargées de rédiger les textes dans cet espace, eh bien, je dois dire que d'après mon expérience, ils accueilleront volontiers des points de vue informés, éclairés, impartiaux. Donc l'essentiel, c'est de trouver ces personnes, ces interlocuteurs. Donc nous avons ici à New York simplement été frapper aux différentes portes pour dire voilà, nous avons des informations utiles à vous fournir. Et c'est ainsi que nous avons commencé à nouer des liens utiles. Donc, nous avons adopté une approche à long terme. Ainsi, nous savons qu'ils seront plus enclins à faire appel à nous. Ils sont réceptifs à nos points de vue.

Donc, il s'agit d'identifier les interlocuteurs utiles, frapper à leur porte, vous faire connaître en tant qu'opérateurs ccTLD de votre pays et partir de là. C'est un bon point de départ. Leur fournir des informations qui sont utiles pour eux. Ils ne souhaitent pas entendre vos problèmes. Ils veulent que vous compreniez leurs problèmes et que vous apportiez des solutions à leurs problèmes. Voilà.

Donc soyez réalistes par rapport au calendrier, mais n'hésitez pas à frapper des portes et contacter d'autres ccTLD, à offrir votre expertise.

JENIFER LOPEZ :

Merci beaucoup, Byron, de vos réponses. Je pense que vous trouverez plus en ligne -- plus d'informations. Nous allons passer maintenant à la prochaine intervenante, Boyoung Kim, qui est une chercheuse de .kr. Elle va nous parler des efforts de la communauté de l'Asie-Pacifique. Elle travaille à KISA, l'agence de sécurité concernant l'Internet en Corée. Elle y travaille depuis 2012. Et nous repassons la parole à Boyoung Kim.

BOYOUNG KIM :

Oui. Bonjour à toutes et à tous. Bonjour aux boursiers et boursières de Corée du Sud aussi. Donc je suis Boyoung Kim, et je vais partager avec vous les efforts que nous avons dans la communauté Asie-Pacifique. Nous allons avancer dans la présentation.

Donc nous sommes un des plus gros ccTLD en Asie-Pacifique. KISA était donc à la réunion septembre à Séoul, en Corée du Sud. Voilà une photo de groupe de nos membres devant un temple traditionnel coréen. Nous avons donc 78 membres en mars 2024. Et nous publions beaucoup de

déclarations. L'Internet pour tous à l'APTLD. C'est notre 25e anniversaire que nous avons fêté en 2023. Donc, en préparant cet anniversaire, KISA a décidé de développer une déclaration pour tous les membres et de consolider les organisations régionales pour l'Internet et d'utiliser donc ce qui se passe dans la région.

APTLD a lancé un groupe de travail, avec 11 représentants de toutes les sous-régions. Et nous avons eu quatre sessions très intenses. c'était pour un document significatif cohérent, et néanmoins précis et court. Et le groupe de travail a été soutenu par les membres de l'APTLD. Il y a eu une réunion pour APTLD84 avec les leaders de l'APTLD, les organisations d'Asie-Pacifique. Cela a été soutenu par des réunions au plus haut niveau. On a travaillé aux résultats. Et nous avons donc publié une version finale auprès du conseil d'administration de l'APTLD pour la mise en œuvre. Et il y a eu approbation par le conseil d'administration le 17 octobre 2023 – l'approbation pour passer à la version finale du document. Le concept se trouvant derrière le document. Nous avons considéré dans notre groupe de travail que toutes les directions et les actions doivent être réalistes, faisables, avec des économies d'échelle, mesurables, et promouvant la collaboration entre les membres et d'autres organisations du secteur de l'Internet au niveau régional.

Donc quelle est la structure de la déclaration ? Il y a trois parties. Tout d'abord, un préambule, pour souligner la perception, la motivation et l'affirmation de la communauté APTLD. La partie principale, visant à lister et à souligner les directions et les engagements. La conclusion, c'est un appel à l'action.

Diapo suivante. Voici donc le préambule, où nous indiquons et reconnaissons que l'Internet doit rester une ressource publique mondiale unique, desservant l'intérêt public. Nous reconnaissons que l'Internet joue un rôle particulièrement important pour nos économies. Nous rappelons que l'intégrité, l'ouverture, l'interopérabilité de l'Internet et la performance solide du DNS est absolument essentielle. Nous reconnaissons également que la gouvernance de l'Internet doit être inclusive, avec beaucoup de participation basée sur les droits humains, avec une participation de toutes les parties intéressées. Nous réaffirmons notre soutien et notre engagement solides à l'Agenda de Tunis pour la Société de l'information. Et nous affirmons également l'importance des objectifs de développement durable des Nations Unies. Nous devons avoir un système de gouvernance de l'Internet multipartite, qui représente également un rôle important de la communauté technique.

Nous allons passer à la diapo suivante. Les engagements. Nous devons avoir une promotion plus forte du DNS et un accès au DNS, qui représente l'épine dorsale de l'Internet. Nous devons promouvoir et défendre un DNS solide et en lequel on a confiance au niveau donc de la cybersécurité. Nous devons utiliser les meilleures pratiques de cybersécurité et les politiques de sécurité de l'information, ainsi que les protocoles d'exploitation. Nous devons coordonner nos efforts pour promouvoir l'acceptation universelle.

Diapo suivante. Donc notre engagement, c'est de bâtir la capacité de toutes les parties intéressées, d'une manière significative, de partager des connaissances sur l'Internet et sur son fonctionnement, le

fonctionnement de ses éléments essentiels. Cela va donc contribuer [de façon proactive] au développement collectif de la cybersécurité et des efforts de prise de conscience concernant les meilleures pratiques de cybersécurité, et également sur la gouvernance de l'Internet, des pratiques et des programmes pour le renforcement des capacités, des fonctionnaires, notamment, et des personnes ayant accès à des décisions. Nous avons des nouvelles technologies émergentes qui améliorent l'intégrité et la solidité du DNS. Nous devons contribuer à des processus de transformation numérique et à l'arrivée d'une économie numérique et d'une société du numérique. Nous avons donc des actions conjointes pour améliorer la gestion des ccTLD et des éléments clés du DNS, l'écosystème de l'Internet, l'infrastructure de l'Internet, pour que nous ayons un Internet solide et qui ne coûte pas trop [inaudible]. Nous devons nous intégrer à de nouvelles technologies de développement du DNS.

Pour conclure, la partie de conclusion de cette déclaration d'APTLD. Nous faisons un appel à l'action pour s'assurer que les avantages de l'Internet sont disponibles à tout le monde en Asie-Pacifique.

Donc, cette déclaration pour l'Internet, vous pouvez la trouver sur le site Web de l'APTLD.

Diapo suivante. Donc nous avons commencé la phase de mise en œuvre dès maintenant, il y a de cela deux semaines. Lors de notre 85e session, le 21 février, nous avons fait une séance de remue-ménage entre membres pour voir quelles seront nos actions, nos meilleures pratiques, et comment nous travaillons à l'avenir pour la mise en œuvre de ces meilleures pratiques dans toute la région.

Nous allons continuer à travailler ensemble en tant que membres de l'APTLD. Et le conseil d'administration également va travailler à ces plans d'action.

Nous allons avancer dans la présentation. Et nous aimerions vous remercier au nom de tous les membres de KISA. Je serais heureux de vous tenir au courant des derniers développements à KISA et à l'APTLD. Merci beaucoup de votre attention.

JENIFER LOPEZ :

Merci beaucoup, Boyoung, d'avoir partagé ces points avec nous. C'est un appel à l'action tout à fait intéressant que vous avez lancé dans le cadre du modèle multipartite, non seulement pour la communauté de l'APTLD, mais également pour tous les acteurs de la communauté de l'Internet.

Nous avons donc un commentaire de Leonid. Leonid, vous avez la parole.

LEONID TODORV :

Désolé, je pensais dire cela à la fin. Mais je voulais rajouter quelque chose à ce qu'a dit Byron et d'autres. Et je voudrais que ce soit très pragmatique. On a une approche de collaboration. Cela a été effectué par APTLD. Je pense qu'il y a une opportunité pour la gouvernance de l'Internet, pour sa propre communauté, que de se retrouver avec un manuel avec des initiatives. Je crois que c'est parfois difficile pour certains ccTLD, parce que nous n'avons pas beaucoup de ressources. Donc ce n'est pas toujours facile de s'engager avec nos gouvernements

et de communiquer avec eux. Donc peut-être que l'on pourrait trouver les bonnes cartes qui permettraient à toutes et à tous d'avoir des cadres de référence, d'avoir des dialogues et de contribuer au point de vue de leur gouvernement, aux positions de leur gouvernement lorsque ces gouvernements statueront aux Nations Unies. Merci.

JENIFER LOPEZ :

Nous avons une main levée de la part de Ai-Chin.

AI-CHIN LU :

Oui, par rapport à la présentation de Boyoung, je n'ai pas le véritablement de questions, mais je voulais rajouter un point. Je crois que le projet, c'était l'initiative de .kr, et que le conseil d'administration a beaucoup débattu là-dessus. Nous avons écouté les opinions des membres. Nous avons un consensus, une collaboration entre nous, et je pense que ça va être un projet qui va bien fonctionner pour les gTLD, ccTLD. Et je crois que nous aurons un Internet pour toutes et tous. Nous vous tiendrons au courant de nos résultats. Merci.

JENIFER LOPEZ :

Merci beaucoup, Ai-Chin. Y a-t-il d'autres questions ? Très bien. Je n'en vois pas. Donc nous allons maintenant passer à la prochaine présentation. Merci Boyoung. Nous allons avoir une perspective africaine maintenant, avec Andrew Lewela, qui est à l'évangéliste en chef de .ke du Kenya. C'est le PDG de KNic. Il va nous parler de la situation au Kenya pour les ccTLD.

ANDREW LEWELA :

Merci beaucoup. Andrew Lewela au micro. Je suis donc PDG de KNic. Et aujourd'hui, je voudrais vous parler de la situation en Afrique, vous parler un petit peu d'un rur .ke et d'envisager également l'avenir de .ke de KNic.

Nous pouvons commencer avec une question de diversité. C'est un peu l'histoire de l'Afrique. Nous avons beaucoup en commun entre pays africains. Nous avons surtout énormément de diversité dans ces 54 pays africains.

Et, pour rebondir sur la situation du Kenya, si vous achetez un T-shirt et vous avez une carte de l'Afrique et vous touchez votre cœur, ce sera le Kenya. Eh bien, nous avons un énorme potentiel.

Quelques statistiques : 1 milliard 400 milles Africains, une personne sur cinq dans les 20 ans à venir. Donc ça va très vite, plus vite que l'Inde et la Chine. Et c'est un potentiel énorme de croissance du GDP également. C'est à quel point l'économie d'Afrique peut vraiment – 29 mille milliards d'ici 2050. C'est 70 % de la jeune population d'Afrique qui a moins de 30 ans. Donc c'est une population très jeune. Donc un marché de consommateurs absolument énorme et des investissements qui peuvent être tout à fait possibles dans cette économie. Voilà comment je caractériserai le Kenya, avant de vous parler un petit peu de la situation de l'Internet. C'est le seul endroit sur terre où l'on peut voir le lever du soleil en buvant un café ou un thé, et, au milieu de la journée, vous pourrez voir tous les animaux auxquels vous pouvez penser, et, le soir, vous pouvez voir le mont Kilimandjaro et ses sommets. Et c'est la beauté du pays qui est illustrée par là.

Diapositive suivante. Encore quelques instants pour vous parler de qui nous sommes, ce que nous représentons, pourquoi nous faisons ce que nous faisons. Donc le pourquoi. C'est non seulement de promouvoir .ke au sein de notre écosystème. Notre mission a été réfléchie avec nos parties prenantes. Et nous sommes en train de réviser notre plan triennal, qui sera en vie au cours des trois prochaines années. Notre mission, c'est l'excellence, l'innovation et l'intégrité. Nous avons quatre piliers stratégiques qui nous donnent les opportunités tactiques de livrer cela. Et donc il s'agit de l'excellence du leadership, de l'infrastructure et les partenariats, donc les talents, l'innovation, les partenariats. Et enfin, il ne s'agit pas simplement de stabilité et de sécurité, mais de croissance – de croissance pérenne.

Diapositive suivante. Notre historique peut être récapitulé de la façon suivante, surtout pour les ccTLD arrivant en Afrique et dans le Sud global. En 1998, l'IANA a délégué le registre, la gestion du registre KE à une entreprise qui a pu livrer donc le service de registre qui est devenu donc le KE. Et très vite, la communauté a commencé à s'activer. Il a été clair qu'il n'a pas été possible de mettre en échelle ces services en termes de disponibilité et de qualité du service. Et il y a eu un dialogue sur la façon de pouvoir institutionnaliser les registres.

Et en 2001, KNic est né, en tant qu'entreprise avec une représentation du secteur public et du secteur privé. Donc c'est une base élargie de parties prenantes, ce afin de donner un socle ferme sur lequel nous reposons encore aujourd'hui.

En 2015-22-23, nous avons commencé donc une réflexion autour du DNS. Donc nous avons [vu] la création d'un forum DNS en Afrique et au

Kenya. Et là, il s'agissait de partager ce qui est important au Kenya et en Afrique afin de sécuriser l'avenir des ccTLD sur le continent. En 2015, nous avons obtenu le soutien du régulateur pour pouvoir livrer les services que nous pouvions donc livrer dans le cadre donc réglementaire. Et en 2017, nous avons introduit nos extensions de deuxième niveau .ke et nous avons aussi mis en place le DNSSEC en Afrique, après l'Afrique du Sud et la Tanzanie.

Et au fil de 20 ans, nous avons pu donc franchir la limite de 100 000 en termes de domaines. Et nous ne souhaitons pas nous arrêter là. Nous avons l'ambition de progresser considérablement au cours des deux prochaines années. C'est pour cela que nous souhaitons partager cette histoire. Et nous souhaitons donc recueillir vos conseils.

Diapositive suivante. Je voudrais conclure en tirant des leçons essentielles de ce cheminement de .ke, surtout sachant qu'il y a de petits ccTLD en Afrique.

Tout d'abord, il ne faut pas rester seul. Si vous êtes seuls, si vous vous cachez dans une université ou dans l'un de ces endroits où il y a donc des [départs] de ccTLD, il est temps d'impliquer la communauté autour de vous, d'impliquer des acteurs à l'échelle mondiale pour vous aider à aller plus vite plus loin. Donc élaborer votre gouvernance, construisez votre gouvernance de façon précoce. Donc il est important d'avoir une supervision précoce. C'est utile pour tous les registres.

Ensuite, il faut partager votre témoignage, car seuls vous savez ce que vous avez construit. Il suffit de dire, Mesdames et Messieurs, de livrer des services qui soient sûrs, fiables. Il faut une infrastructure qui n'est

pas [de] redondance et qui soit efficace. C'est la pierre angulaire de tout registre.

Il y a plusieurs modèles qui existent, mais notre modèle kényan .ke est un modèle à trois volets. Il y a des registres qui sont partenaires, des revendeurs, mais ensemble, nous soutenons le détenteur du domaine. Nous avons un modèle commercial qui assure de bons résultats pour l'ensemble du système. Et enfin, il faut apprendre auprès de ses pairs. J'apprécie qu'il y ait des pairs de la communauté ccTLD avec qui nous continuons de travailler pour assurer notre succès. Voilà les leçons essentielles que nous avons tirées au long de notre parcours, et nous sommes ici pour dire que ce que nous avons pu réaliser, jusqu'à ce jour, c'est important, mais nous souhaitons aussi donc tirer les enseignements de la part de nos pairs.

Sur ce, je voudrais vous remercier.

JENIFER LOPEZ :

Merci, Andrew. C'est un cas intéressant, donc le développement de ce modèle de registre. Et maintenant, si vous avez des questions à poser dans la salle ou sur Zoom. Bien, Byron.

BYRON HOLLAND :

Merci, c'était très intéressant. Vous souhaitez voir une croissance multipliée par trois ou cinq au cours des prochaines années. Je voudrais savoir si vous avez des plans spécifiques, des plans marketing ou autre pour réaliser cela. Donc [qu'allez-vous] faire croître de cette manière ?

ANDREW LEWELA :

Merci pour cette question. Il y a deux domaines de croissance que nous voyons. Nous avons une approche sectorielle. Par exemple, nous avons donc les SME. Nous créons des partenariats stratégiques avec des banques notamment. Comment saisir les opportunités dans le secteur des domaines ? Quel cheminement suivre ? Nous sommes très proches de nos bureaux d'enregistrement. Donc nous souhaitons que des acteurs internationaux viennent amener leur expertise sur notre marché pour grandir en échelle. Donc nous comptons sur les partenariats pour nous [inaudible] au-delà du territoire kényan. Donc voilà nos approches qui vont nous aider. Notre approche stratégique et aussi sectorielle, et aussi nous appuyer sur des partenaires. Merci.

JENIFER LOPEZ :

Merci Andrew. Y a-t-il d'autres questions ? Dans le cas contraire, nous continuons. Nous passons à la prochaine présentation qui nous vient de Suzete donc, qui appartient à l'autorité qui règle les communications, donc, en ligne. Et elle s'occupe du registre .cv.

SUZETE CENTEIO PEREIRA :

Merci. Bonjour. Je m'appelle Suzete Centeio Pereira. Et je suis ravie d'être ici aujourd'hui, d'être avec vous aujourd'hui pour vous présenter notre stratégie de mondialisation pour le .cv. Je travaille pour l'agence donc de régulation multisectorielle de l'économie. C'est le registre donc ccTLD .cv donc désigné par l'ICANN.

Diapositive suivante. ccTLD .cv, c'est le nom de domaine représentant le Cap-Vert, la République du Cap-Vert. C'est un archipel situé au large de l'Afrique de l'Ouest. Il est constitué de 10 îles volcaniques pour une

superficie de 4000 -- plus de 4000 km. Notre langue officielle est le portugais.

Diapositive suivante, s'il vous plaît. Les ccTLD .cv donc existent depuis 1996. Au début, le domaine était soutenu par .pt. Donc les conditions techniques pour l'enregistrement du domaine .cv, donc ces conditions sont remplies. Et en 2010, donc, il y a eu le lancement officiel de ce domaine .cv.

Diapositive suivante. Sachant que les règles générales d'enregistrement de domaine au niveau mondial ont évolué considérablement et en raison donc de la maturité de l'enregistrement des domaines ici au Cap-Vert, le gouvernement a décidé qu'il y avait un besoin de rendre plus rapide encore la [inaudible] d'enregistrement. Ainsi, les [inaudible] et les entreprises étrangères donc ont été autorisés à s'enregistrer donc dans le domaine .cv. Et les règles établies ont été établies aux fins de libéralisation du domaine .cv, ainsi, chaque fois que donc il y a eu cette possibilité, le domaine a été libéralisé.

Alors, le travail n'est pas contraire à l'ordre public.

[Il semblerait qu'il y a des interférences. D'accord.]

Voilà. Donc comme je disais, les noms de domaines de premier niveau qui existent ou qui sont en cours de création ne correspondent pas à un nom qui représente une confusion avec ce nom qui existe. Donc nous promouvons un certain code de comportement et nous allons contrevenir sur les mauvaises conduites d'obscénité ou autre, ou de violence.

Pendant ce temps, nous nous sommes aperçus que le .cv pourrait être un ccTLD de grand attrait, étant donné qu'il est directement lié au sigle de curriculum vitae, donc CV, pour ceux qui souhaitent faire la promotion de leur parcours professionnel. Ça pourrait être un nom de domaine qui les intéresse. Donc on s'est dit qu'on allait profiter de cette coïncidence. Dans ce contexte, nous avons engagé une société censée créer un plan commercial pour délimiter quelle serait la meilleure stratégie de mondialisation de l'enregistrement de domaine sous notre .cv.

Alors ce plan d'affaires nous donnait le choix entre deux options. [Une fois] il y avait la possibilité de demander des fonds directs et d'autoinvestir pour renforcer les capacités du personnel afin de pouvoir lancer le domaine .cv sur le marché international, ou dans l'alternative l'option d'engager un partenaire prêt à investir les fonds nécessaires et de partager ces profits entre les deux. Une fois qu'on a analysé ce plan d'affaires, ce document, on a décidé que cette deuxième option était la plus fiable. La création donc de ce partenariat avec une société est en cours. Et cette société avec laquelle nous allons nous associer doit être une société avec beaucoup d'expérience dans l'industrie des bureaux d'enregistrement, ce qui va minimiser le risque de l'investissement et, en même temps, nous permettra d'être présents sur le marché mondial des noms de domaine plus rapidement.

Diapo suivante. Compte tenu de cette considération, en 2023, l'ARME a signé un contrat avec WhoGoHost pour s'associer afin de mettre en œuvre cette stratégie de mondialisation des domaines .cv. WhoGoHost a créé une proposition spécifique pour notre nom de domaine. Et

suivant le contrat qui a été conclu, entre autres [sessions] que nous avons faites dans le cadre de ce contrat, WhoGoHost doit fournir un serveur de gestion du domaine .cv et l'exploiter. Et ce système -- ce serveur va recevoir les demandes d'enregistrement sous ce domaine de premier niveau.

Par ailleurs, WhoGoHost doit garantir que le service DNS du ccTLD .cv soit robuste et accessible, à travers une plate-forme qui soit facile à utiliser pour les utilisateurs. WhoGoHost est responsable d'entretenir un système WHOIS opérationnel et mis à jour et de développer et de distribuer le logiciel EPP aux bureaux d'enregistrement.

Diapo suivante. Nous en sommes à l'état final de mise en œuvre de cette stratégie de mondialisation du .cv. Voici un aperçu de la page d'accueil de notre site Web, où vous pouvez demander d'enregistrer votre nom de domaine sous le .cv et trouver toutes les informations associées à notre nom de domaine. Par exemple, le règlement, pour savoir comment devenir un opérateur de registre, un revendeur de ce nom de domaine, etc.

Le représentant de notre partenaire est dans la salle. Il s'appelle Opeyemi. Je vais lui demander de lever la main de sorte que ceux qui sont dans la salle puissent l'identifier. Merci. Alors, il est là pour répondre à vos questions si vous en avez, si vous souhaitez poser des questions par rapport à l'enregistrement de noms de domaine sous le .cv.

Diapo suivante. Pour garantir qu'au Cap-Vert on puisse garder le contrôle de l'enregistrement de domaine sous le .cv, OLACV va

s'occuper des ventes et du contrôle du système de gestion et de traitement des demandes d'enregistrement et va gérer le serveur de nom primaire. À partir de ce point-là, la publication de ce serveur va se faire au Cap-Vert sur un serveur qui est hébergé ici même au Cap-Vert, avec un IP local.

Voici le schéma à suivre pour l'enregistrement d'une zone sous le .cv. Donc le fichier de zone est d'abord généré par le système OLACV. La zone va sécuriser ce fichier. Et une fois que cela aura été reçu par la zone, il sera validé, archivé et contrôlé pour la version et diffusé. Donc à travers un canal chiffré, le fichier va être envoyé à travers un serveur DNSSEC. Et une fois au serveur DNS, la nouvelle zone pourra être signée. Une fois que la zone aura été signée, elle sera envoyée au serveur DNS principal que le public ne peut pas voir aux fins d'empêcher qu'il y ait des attaques DDoS. Et à partir de ce moment-là, ce serveur principal va le distribuer auprès des autres serveurs DNS primaires. Tout cela et contrôler. Les registres sont surveillés et les différents fichiers et les différentes versions sont envoyés tout en vérifiant toujours qu'il n'y ait pas d'anomalie.

Diapo suivante. Nous espérons que le processus complet pourra être finalisé d'ici la fin du mois actuel et que par conséquent la mondialisation du .cv puisse se concrétiser. Par ailleurs, nous espérons que les revenus que générera cette mondialisation vont contribuer au développement numérique du Cap-Vert. Ce sera sans doute un défi à relever -- un défi [inaudible]. Mais notre expérience nous indique que ce sera le mieux que de pouvoir mondialiser notre domaine .cv.

C'est la fin de ma présentation. Je vous remercie. Si vous avez des questions à me poser, faites-le-moi savoir. N'hésitez pas à me contacter par e-mail. J'ai ajouté mon adresse Suzete.centeio@arme.cv ou alors vous pouvez discuter en personne à Porto Rico. Merci.

JENIFER LOPEZ : Merci, Suzete, pour cette présentation à propos des stratégies de mondialisation. C'était très inspirateur. Y a-t-il des questions pour Suzete ? Je n'en vois pas. Sur Zoom non plus. Mais j'ai moi-même une question à vous poser Suzete.

La question pour vous Suzete est la suivante. Une fois que vous aurez complété la transition au nouveau système, les frais d'enregistrement actuels seront-ils maintenus, ou alors prévoyez-vous une augmentation ou une réduction de ces frais ?

OPEYEMI AWOMEYI : Je ne sais pas si vous me permettez d'intervenir là-dessus.

SUZETE CENTEIO PEREIRA : Oui, allez-y.

OPEYEMI AWOMEYI : Merci. Merci, Suzete, pour cette présentation. Je m'appelle Opoyemi Awomeyi. Je représente OLACV, cette joint-venture entre WhoGoHost et ARME.

Alors les frais vont voir une réduction pour répondre à la question, et c'est parce qu'on parle d'une économie d'échelle. Maintenant qu'on pense mondialiser ce .cv, on aura une plus grande portée. Et de ce fait, les frais et les prix devraient se réduire à un minimum parce qu'il sera plus profitable du point de vue financier -- il sera plus facile de partager les coûts. Et cette stratégie de changement est à bas coût. Et en tant que partenaire, je dirais même avec une réduction des frais, bien sûr, on continuera à garantir toutefois que le .cv ne soit pas le moyen des attaquants pour perpétrer des attaques de tout type.

JENIFER LOPEZ :

Merci. Je ne crois pas qu'il y ait d'autres questions pour Suzete. Nous vous remercions Suzete. Et alors, pour compléter la séance d'aujourd'hui, nous allons céder la parole à Russel Deka Harada, le directeur d'ICTS au sein de l'université PNG de Papouasie–Nouvelle-Guinée. Vous avez la parole Russel.

RUSSEL DEKA HARADA :

Merci. Je m'appelle Russel Deka Harada. Je viens du Japon à l'origine, mais cela fait 27 ans – presque la moitié de ma vie – que je vis en Papouasie–Nouvelle-Guinée. Alors, avant de commencer, je vous invite à vous détendre, à vous dégourdir les jambes. Comme ça. On va s'étirer. Voilà. Voici le drapeau national de la Papouasie–Nouvelle-Guinée et c'est le début de ma présentation.

Diapo suivante. Vous savez où se trouve Papouasie–Nouvelle-Guinée ? Avant de m'y rendre, je vous avoue que moi-même je n'en avais pas idée. On est dans le Pacifique, entre le Sud-Est asiatique et l'Australie,

sur 2500 langues au monde, on a un grand pourcentage qui sont parlées, et vous voyez que la population du point de vue ethnique est très variée, très diverse. On a différentes traditions. On a des groupes de danses locaux, plus de 200 groupes de danse Sing Sing qui se réunissent pour célébrer notre diversité. Le 16 septembre de l'année prochaine, nous allons fêter le 50e anniversaire de notre indépendance d'Australie.

Diapo suivante. Je voulais vous montrer cette vidéo. J'adore les gens ici, où que vous alliez, les us et coutumes de la population locale sont toujours respectés. C'est très intéressant, très amusant. C'est un pays magnifique. Vous pouvez passer d'un volcan à l'eau fraîche en un moment. Vous voyez les poissons, les dauphins qui vous sautent autour, c'est une expérience magique. J'ai vécu des expériences inoubliables ici. Je pense que c'est le plus bel endroit que j'aie jamais vu. Les eaux sont complètement transparentes et les gens sont incroyables. Merci. Voilà mon pays.

Diapo suivante. Alors, à propos de notre ccTLD .pg, nous avons été créés au début des années 90. C'est là qu'on a été enregistrés comme le 67e pays. On était à l'époque gérés par la section DNS du département ICTS de l'université de technologie PNG que je dirige depuis il y a trois ans. À l'époque, on avait 3790 domaines actifs quand j'ai donc assumé, mais on a trouvé qu'il y avait beaucoup d'acteurs qui venaient du gouvernement et des entreprises. Je me suis dit qu'il fallait que l'on augmente la quantité de noms de domaine. Et donc on a commencé à travailler à cet effet.

Donc nous avons une politique pour les noms de domaine, qui date de 1998, il y a de cela 25 ans. Donc à .pg, et donc comme cela a été dit par

mon collègue, nous avons quelques milliers de domaines. Nous avons 3000 domaines, grâce à nos activités depuis 25 ans.

Donc, après avoir travaillé cette université, j'ai vu que c'était une opportunité commerciale. Nous avons lancé un nouveau logo pour le service de noms de domaine, et nous avons acheté un bus pour également faire le marketing de .pg.

Une des grandes réussites également que nous avons eues, c'est que nous avons signé un protocole d'accord avec M. Russel Woruba que vous voyez ici. Nous avons signé donc ce protocole d'accord concernant la transformation digitale, avec un responsable de transformation numérique, lors d'un atelier que vous voyez ici. Et ensuite, nous avons également participé à une présentation rapide APTLD83 et 84. Éditions 83 et 84, comme vous pouvez le voir. Nous avons participé à APNIC éditions 54 et 55. Nous avons également communiqué au sujet de notre partenariat avec AuDA. Donc je remercie Bruce et beaucoup d'autres partenaires, et les conseillers en politique. On a été très aidés pour cela, pour notre domaine .pg, et nous avons lancé également un standard .pg, avec M. Woruba, avec le gouvernement de la Papouasie-Nouvelle-Guinée.

Donc nous recherchons -- nous avons un appel d'offres pour un logiciel de registre et d'opérateurs de registre. Vous pouvez remplir cet appel d'offres, si ça vous intéresse en ce qui concerne les registres et les logiciels de registre. Donc nous essayons d'automatiser notre système. Nous ont plus de 3000 domaines et ce n'est pas gérable par des êtres humains. Nous voulons automatiser un petit peu tout cela.

Donc j'ai participé donc au centre de recherche et d'analyse des opérations du DNS, OARC. Nous devons faire plus au niveau de la recherche. Et très bientôt en mai 2024, nous avons l'intention d'être l'hôte de ce forum du DNS pour la Papouasie-Nouvelle-Guinée. Donc ça faisait 12 ans qu'on ne l'avait pas fait. On veut revenir à cela.

Donc j'ai fait un petit peu de recherche de base. Mais on n'a pas beaucoup de temps pour présenter tout cela. La plupart de nos étudiants ne connaissent pas bien les fonctions du DNS. Donc dans les années à venir, nous espérons plus les former. Et nous vous tiendrons au courant de cela. Donc ça, c'était pour les étudiants. Et désolé d'avancer si vite. Mais je [inaudible] petit peu d'actions de marketing, donc de visites d'écoles et de partenariats que nous avons faits pour une course à pied. Tout cela nous permet de sensibiliser.

Donc ma philosophie est très simple. C'est d'améliorer les services avant d'accroître les frais et les coûts. Donc nous essayons de faire du [minage] au niveau des données, d'améliorer notre système et d'automatiser notre système d'opérations de registre. Nous voulons signer les extensions de sécurité DNSSEC. Nous devons faire plus au niveau des paiements au niveau du portail du site Web.

Donc les cibles de marketing, avant 2025. Nous devons participer dans toutes les écoles, dans la plupart des entités gouvernementales. Les petites et moyennes entreprises également, plus de 10 000 sont ciblées. Également les partis politiques de tous les partis politiques, les leaders politiques et politiciens et les équipes sportives également. Récemment, j'ai parlé avec différentes équipes, avec différents entraîneurs pour au niveau sportif faire plus.

Diapo suivante. Donc comme vous le savez, je travaille continuellement à l'université. Et l'université permet de renforcer les capacités. Nous faisons une formation des étudiants, du public général, parce qu'il y a de cela quelques années, personne ne connaissait le DNS, la formation, l'importance du DNSSEC. Donc j'ai collaboré avec le département des nouvelles technologies de l'information et d'informatique, sciences. Je fais un renforcement des capacités à tous les niveaux. Et j'ai travaillé au niveau de la ccNSO également. Dès l'année prochaine, nous allons pouvoir collaborer. Et durant ICANN79, je serais très heureux de rencontrer de nombreuses personnes, d'apprendre de nouvelles choses et de faire plus de recherche sur ces différents prix de gros concernant le DNS.

Et j'essaie de me préparer déjà à l'ICANN80, à AFRINIC au Rwanda. Et je dois envoyer des membres du personnel, la nouvelle génération aux prochaines réunions de l'ICANN.

Donc, donc, une meilleure éducation avec la technologie, comme l'a dit notre ami du Kenya. Si vous voulez aller rapidement, allez seuls ; si vous voulez aller loin, allez-y ensemble. Si vous voulez servir plus, servez ensemble également. Voilà le message que je voulais vous faire passer de la Nouvelle-Guinée. Et nous avons plus de 800 langues pour dire merci. Donc *asante*, merci. Et voilà. Merci beaucoup.

JENIFER LOPEZ :

Merci beaucoup de cette mise à jour. Excellent travail effectué au [PNG]. C'est très motivant de voir tous ces efforts. Et vous n'êtes que quelques-uns à gérer ce registre et à l'opérer. Félicitations. Vous êtes un boursier

également. Nous sommes très heureux que vous soyez ici. Donc y a-t-il des questions pour Russel ? Oui, Wafa.

Wafa DAHMANI :

Merci de votre présentation, et merci à tous les intervenants. Ma question est – dites-moi si j'ai tort, mais je n'ai pas vu une gestion directe. Donc est-ce que vous avez une politique d'enregistrement direct sur .pg ?

RUSSEL DEKA HARADA :

Actuellement, notre politique indique que c'est .pg [inaudible] pour le marché national. Donc vous devez avoir une entreprise enregistrée en Papouasie–Nouvelle-Guinée. On n'est pas ouvert au niveau mondial. Et on ne veut pas qu'il y ait des abus avec .pg, mais nous pouvons revoir éventuellement cette politique. Nous devons être prudents [en étant moins] pour le moment. Vous savez, il y a d'autres significations. PG, ça peut être Pacific Games, et ça peut être les jeux du Pacifique. Donc c'est uniquement les entreprises enregistrées en Papouasie–Nouvelle-Guinée uniquement qui peuvent donc avoir accès aux sites Web. Nous avons .gov.pg, et tous les utilisateurs de l'Internet donc passent par nous.

Wafa DAHMANI :

Donc les utilisateurs peuvent-ils s'inscrire ? Les utilisateurs uniques peuvent–[elles] s'inscrire à votre cc ?

RUSSEL DEKA HARADA : Oui, actuellement au sein de la Papouasie–Nouvelle-Guinée donc, mais nous pourrions éventuellement changer cette politique.

WAFI DAHMANI : Je crois que si vous voulez atteindre des chiffres plus importants, vous pourriez véritablement revoir cette politique. Parce que je crois qu'il y a beaucoup de personnes qui sont intéressées et je pense que ça ne va pas vous poser problème. Donc vous devrez y réfléchir à changer cela et à offrir plus de possibilités d'enregistrement à .pg.

RUSSEL DEKA HARADA : Oui, j'ai de nouveaux mentors, et je crois que vous pouvez m'apprendre beaucoup. Merci beaucoup.

JENIFER LOPEZ : Merci Russel. Est-ce qu'il y a d'autres questions ? Je n'en vois pas donc, je crois que pour conclure, je dirais que cela, cet exemple pratique montre pourquoi l'approche multipartite est absolument essentielle pour le succès de l'Internet. Et j'aimerais remercier tous les intervenants et intervenantes. Nous avons beaucoup à apprendre les uns des autres, beaucoup à partager. Et à moins qu'il y ait d'autres points, nous allons clore la séance. Et j'aimerais remercier une nouvelle fois ces intervenants et intervenantes qui ont partagé tant d'informations. Merci à nos interprètes également, qui ont bien effectué leur travail. Merci au secrétariat. Merci au personnel de l'ICANN. Et merci aux participants sur site et en ligne.

J'espère que cela a été très informatif et que vous allez continuer les contacts avec d'autres membres de la communauté. Nous apprécions votre soutien et votre attention. Merci beaucoup. La séance est levée.

RUSSEL DEKA HARADA : Merci et après que l'on arrête l'enregistrement, j'aimerais vous parler un peu plus de traditions. Et c'est très célèbre. C'est un café de spécialité. Donc je présente ce café à Jenifer [inaudible] et au secrétaire. Et nous serons très -- nous apprécions donc votre gentillesse et donc je vous présente ce petit cadeau. Merci.

[L'enregistrement est maintenant terminé.]

[FIN DE LA TRANSCRIPTION]